

## **La future coopération suisse sur une pente glissante**

Le Conseil fédéral a transmis au Parlement son message sur la nouvelle politique en matière de coopération 2021-2024. Pas grand-chose n'a été modifié suite au processus de consultation, malgré de solides critiques lancées notamment par les ONG et certaines des organisations qui les représentent. Le changement de paradigme est énorme : le message met en avant l'intérêt de la Suisse dans la coopération bilatérale. La conséquence directe est la mise au second plan de la priorité jusqu'alors donnée aux besoins de la population bénéficiaire. Le cœur même de la coopération risque de faire les frais de cette approche libérale du monde et des échanges Nord-Sud. Cela est d'autant plus dangereux que la nouvelle politique cherche à renforcer l'implication du secteur privé dans la coopération. Dans une interview (site web Le Temps, 19.2.2020), le Ministre en charge, M. Ignazio Cassis, explique ce qu'il entend par-là : « ce serait du win-win ». Et de citer des contacts avec Nespresso (Nestlé) pour une collaboration possible au Mozambique pour commercialiser le café produit par les bénéficiaires d'un microcrédit. Cela fait froid dans le dos ! La coopération comme outil pour garantir le marché et l'approvisionnement des grandes multinationales suisses !

Autre sujet d'agacement : la Suisse ne prévoit de consacrer que 0.45% de son PNB à la coopération pour les années 2021 à 2024. Pire encore, si on retire les dépenses liées à la prise en charge de l'asile en Suisse, le chiffre tombe à 0.4%. Le parlement a pourtant fixé l'objectif à 0.5%. Cette situation est d'autant moins acceptable que la Suisse s'est engagée internationalement à consacrer 0.7% de son PNB à la coopération. On est donc loin du compte et cela n'augure rien de bon pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire et de l'Agenda 2030 !

Le message du Conseil fédéral consacre le retrait total de tous les pays d'Amérique latine où la DDC est engagée. C'est un cataclysme non seulement pour les projets en cours et le soutien aux populations les plus défavorisés, mais également pour les ONG actives sur le terrain. Le travail actuel de la DDC en Amérique centrale et latine est de haute tenue. Ce retrait ne peut pas être justifié par la volonté de se concentrer sur les pays les plus pauvres. Comme le souligne Franco Cavalli (président de l'Association d'aide médicale à l'Amérique centrale, ancien conseiller national) dans le Courrier du 24 mai 2019 « Haïti est un des pays les plus pauvres de la planète. La Bolivie et les pays d'Amérique centrale sont des pays à bas revenus également ». Avec Franco Cavalli, on peut penser que la décision de retrait est avant tout motivée par des intérêts

politiques et économiques suisses : « La majorité des pays concernés sont profilés à gauche (Cuba, Bolivie, Nicaragua) et les autres pourraient suivre. Cela ne convient pas aux grandes multinationales suisses. Par contraste, l'Afrique est perçue comme le nouvel Eldorado, un continent à conquérir pour ces entreprises et plus facile à exploiter car ses structures de gouvernances sont plus faibles ».

La balle est aujourd'hui dans le camp du Parlement. Avec les majorités en place, il sera difficile de faire marche arrière. J'en appelle à toutes les ONG et toutes les personnes actives dans la coopération pour intervenir auprès de leur-e député-e et le/la convaincre de résister à cette liquidation des principes d'échange, de valeur et de coopération qui nous guident.

Jean PARRAT

Groupe Nicaragua

Delémont